

## **AFGHANISTAN**

### **La liberté d'expression constitue un droit fondamental**

*Index AI : ASA 11/001/2004*

*ÉFAI*

Vendredi 2 janvier 2004

La liberté d'expression doit absolument être respectée en Afghanistan, a déclaré Amnesty International, alors que la Loya Jirga constitutionnelle (CLJ) touche à sa fin et que les débats portant sur des sujets essentiels s'intensifient.

Amnesty International a reçu des informations faisant état d'intimidations et de craintes de représailles, qui empêchent certains délégués de participer librement à la CLJ.

La domination de chefs influents de factions politiques et armées, ainsi que l'absence d'état de droit dans de nombreuses régions du pays, contribuent à créer une atmosphère d'insécurité qui pèse sur les délégués désireux d'agir indépendamment de puissants groupes politiques. Certains délégués craignent pour leur propre sécurité ou celle de leur famille, en particulier à leur retour chez eux, après la CLJ.

Il est particulièrement inquiétant de voir que même l'autorité élue de la CLJ a restreint la liberté d'expression au cours de la Loya Jirga. Par exemple, une pétition a circulé pour proposer que le nom officiel du pays, la « *république islamique d'Afghanistan* », devienne « *la république d'Afghanistan* ». La pétition a réuni plus de 150 signatures, mais le président de la CLJ, Sebghatollah Mojadedi, a refusé que cette question donne lieu à un vote, en traitant publiquement les partisans de cette pétition d'« *infidèles* ». Amnesty International craint que ces personnes courent désormais un grave danger.

*« L'autorité élue de la CLJ se doit de montrer l'exemple, en permettant un débat ouvert dans un climat respectueux de la liberté d'expression. Des discussions menées dans une atmosphère de peur ne produiront pas une constitution susceptible de protéger les droits humains du peuple afghan », a conclu Amnesty International.*

### **Contexte**

La Loya Jirga a mis en évidence les questions complexes qui divisent la société afghane. Des débats passionnés ont eu lieu

sur des questions essentielles comme le rôle de l'islam, les pouvoirs de la présidence et d'autres hautement symboliques, comme la langue nationale. ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>**